

LE TRIANGLE INFERNAL(15 05 06)

Moscou n'a pas aimé les déclarations du vice-Président américain, Dick Cheney, le 5 mai à Vilnius,

Moscou n'a pas aimé les déclarations du vice-Président américain, Dick Cheney, le 5 mai à Vilnius, devant neuf chefs d'Etats européens de la Baltique à la mer Noire, anciennement dans l'orbite de l'Union Soviétique.

On n'en est pas encore à la guerre froide mais la réplique du Kremlin laisse paraître un agacement assorti de menaces directes aux intérêts américains.

Jamais charge aussi virulente n'avait été proférée par la Maison Blanche contre Wladimir Poutine.Le gouvernement russe a injustement restreint les droits de ses citoyens...Il utilise les ressources de pétrole et de gaz comme moyen de chantage et de manipulation à l'égard des pays voisins, (anciennes républiques de l'Union Soviétique)... » Dick Cheney a annoncé qu'il aborderait ces questions au prochain sommet du G8, en juillet, dont le Président Poutine est l'hôte à Saint Pétersbourg. Dimitri Peskov, un des porte-parole du Kremlin, a qualifié les remarques de Cheney de « sans fondement » et ajouté lors d'une interview téléphonique avec le New York Times, que les relations des deux présidents étaient plus orientées vers l'avenir et plus constructives que ce genre de déclarations.

Sur la forme, il faut convenir que les déclarations du Vice-président américain reflètent le point de vue général de l'administration américaine dont la méfiance à l'égard de la Chine n'a d'égale que celle qu'elle manifeste vis-à-vis du Kremlin. On est loin des ambassades qui ont suivi l'attaque du 11 septembre, car si Moscou et Pékin ont identifié la menace de l'islamisme comme la leur, **les préoccupations stratégiques du triangle infernal, Washington, Moscou, Pékin, se sont focalisées sur les problèmes de l'énergie.** On le constate à la priorité accordée à la sécurité énergétique qui devrait être thème central de la réunion du G8 à Saint Pétersbourg. Mais pour le Kremlin, l'urgence demeure la préservation de son influence dans les anciennes républiques soviétiques, ou du moins sa capacité à contenir les velléités de l'Ukraine de Viktor Iouchtchenko et de la Géorgie de Mikhaïl Saakachvili qui souhaitent se séparer le plus rapidement possible de la CEI, communauté des états indépendants qui rassemble onze états de l'ex Union Soviétique.

Au delà, comme le montre la suite du voyage de Dick Cheney, on en revient aux sources d'énergie en tant qu'instrument de puissance dans l'optique de la mondialisation. A Dubrovnik, en Croatie, on tente de rallier à L'Otan, la Croatie, la Macédoine et l'Albanie, mais c'est surtout au Kazakhstan que le numéro 2 de la Maison Blanche dévoile l'opposition de Washington au Kremlin en évoquant un projet d'oléoduc pour alimenter l'Europe de l'ouest et l'Amérique, qui transiterait par la Turquie via l'Azerbaïdjan. Dick Cheney n'a cure du régime dictatorial qui oppresse ce pays dont les réserves de pétrole sont estimées à 24 milliards de barils. Sont en jeu également les réserves de pétrole et de gaz d'Ouzbékistan et du Turkménistan. De son côté, Wladimir Poutine n'a pas l'intention de laisser manipuler par les Américains, ce qu'il considère comme sa zone d'influence. Il l'a montré avec l'Ukraine à la fin de l'année 2005 en coupant l'approvisionnement en gaz de Kiev.

Il est évident que le Kremlin contrôle la plus grande partie de l'approvisionnement européen par l'intermédiaire du géant Gazprom pour le gaz et du géant pétrolier Rosneft. Qu'il se serve du levier que constitue la fourniture d'énergie à des fins politiques n'a rien d'étonnant dans la mesure où la Russie est le deuxième exportateur de pétrole et le premier exportateur de gaz dans le monde.

Mais, la vision agressive de Washington, si elle ne peut que contribuer à son isolement diplomatique, met l'Europe des 25 dans une perspective de division entre les atlantistes à tout crin comme l'ultra nationaliste Pologne ou le vassal britannique et les Européens à l'ancienne comme la France. Après tout, casser l'Europe est peut-être la pièce maîtresse du jeu d'échecs de l'administration Bush. En réalité, depuis l'accession à la Chancellerie d'Angela Merkel, la France se marginalise par rapport au monde occidental.

D'ici peu, il faudra peut-être choisir entre un camp russo-chinois et un camp américain.

Pour le moment, Paris a pris le parti du camp américain dans la question du nucléaire iranien. Les politiques français de tous bords, à l'exception des communistes et de l'extrême gauche, se rendent compte de plus en plus que Washington gagne en puissance sur ses adversaires potentiels. Une illustration récente leur en a été fourni par le Président Iranien Ahmanidejad qui vient de faire à George W. Bush, par écrit, une proposition inattendue de sortie de crise. Mais le Président américain refuse d'engager avec Téhéran une négociation directe, souhaitée par la communauté internationale, Russes et Chinois compris, comme une dernière chance avant des sanctions dont Washington n'a jamais exclu l'utilisation de la force.

Un triangle infernal est en passe de dominer le monde : Washington contre la Russie et la Chine ou peut-être d'autres combinaisons si l'on tient compte de la méfiance réciproque entre ce qu'on peut déjà appeler les trois grands.

Jean-Claude Courdy